Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, face aux défis de 2025

Arrivée de Trump, gaz, renouvelables et nucléaire... Grâce à un modèle resserré, Catherine MacGregor, directrice générale, affiche un bénéfice 2024 attendu en hausse et avance confiante en 2025. Rencontre.





17 janvier 2025 à 09h00

Ce rituel perdure depuis maintenant trois ans. Chaque début d'année, <u>Jean-Pierre Clamadieu</u>, président d'Engie, et <u>Catherine MacGregor</u>, directrice générale, se retrouvent pour présenter leurs vœux à la presse dans un numéro de duettiste bien huilé. Prenant la parole le premier ce mardi 7 janvier, Jean-Pierre Clamadieu évoque avec un détachement très british les grands sujets géopolitiques de l'année passée et ceux qui ne vont pas manquer de surgir en 2025. Le patron se réjouit des bonnes nouvelles – « au cours des six premiers mois de 2024, plus de 50 % de l'électricité produite en Europe provenait des renouvelables » –, déplore celles qui le sont moins, puis clôt son intervention (près de douze minutes) en félicitant Catherine MacGregor pour la façon « remarquable » dont elle a exécuté la stratégie qu'il a mise en place.

Moins diserte (dix minutes), la dirigeante remercie « Jean-Pierre » puis fait le panégyrique du modèle Engie, groupe présent à la fois dans la production d'énergie, les infrastructures gazières et la fourniture d'électricité aux particuliers et industriels. « Nous avons la capacité d'intégrer les électrons au bon moment et de les fournir aux clients quand ils en ont besoin, dit celle dont la parole publique est rare. Peu de sociétés peuvent le faire. »

Depuis son arrivée à la tête de l'ex-GDF Suez il y a quatre ans, la centralienne a fait le job. Agée de 52 ans, cette mère de deux filles qui a passé plus de vingt ans chez les parapétroliers Schlumberger et Technip a simplifié la structure du groupe, dont le portefeuille était trop éparpillé. Elle a cédé plusieurs activités – la plus importante fut le pôle multitechnique (ingénierie, chauffage...) qui employait plus de 70 000 personnes –, changé l'organisation (passée de 70 pays à 31 et de 25 métiers à 4) et signé en 2022 des contrats gaziers avec plusieurs pays (Etats-Unis, Algérie, Norvège) pour pallier la fin de l'approvisionnement russe.

Côté financier, tout va bien

Sur les renouvelables, Catherine MacGregor a passé la surmultipliée. L'accroissement annuel de puissance installée, qui était au début de la décennie de 3 gigawatts (l'équivalent de deux EPR), est passé à 4 GW et s'élèvera à 6 GW à partir de l'an prochain. Objectif: atteindre 80 GW en 2030 contre 44 aujourd'hui. « Nous investissons 10 milliards d'euros par an dans la transition énergétique, dit la directrice générale. Juste avant le Nouvel An, nous avons gagné un appel d'offres de 250 mégawatts dans l'éolien flottant en Méditerranée. »

Autre bonne nouvelle, les avancées d'Engie sur le nucléaire en Belgique, où il lui reste deux réacteurs, et l'épineuse question des déchets. Cette charge n'incombera plus à l'entreprise, qui a payé 15 milliards à Bruxelles pour solde de tout compte. « Nous avons dérisqué le nucléaire, se félicite la patronne en petit comité, souriante mais sur la réserve. Seules les provisions pour démantèlement restent sous notre responsabilité. »

Côté financier, tout va bien. L'an dernier, l'énergéticien a relevé deux fois ses prévisions de bénéfice net pour 2024. Après avoir misé sur 4,2 à 4,8 milliards d'euros, il vise désormais 5 à 5,6 milliards.

« L'action a baissé le jour de la dissolution »

Pas sûr cependant qu'Engie puisse maintenir un tel résultat cette année, car des nuages pointent à l'horizon. Le relèvement des taux d'intérêt renchérit les projets renouvelables. Les difficultés conjoncturelles relèguent l'environnement au second plan. C'est le cas aux Etats-Unis, un pays où le groupe a beaucoup investi.

« Nos clients américains ont des engagements sur la décarbonation. Les Etats-Unis ne peuvent se passer des renouvelables, à l'implantation bien plus rapide que le nucléaire. »

Le retour de <u>Donald Trump</u> à la Maison-Blanche n'inquiète cependant pas trop Catherine MacGregor. « Nos clients américains qui ont de gros besoins électriques ont des engagements sur la décarbonation. Les Etats-Unis ne peuvent se passer des renouvelables, dont l'implantation est beaucoup plus rapide que le nucléaire. » Elle s'interroge toutefois sur la viabilité de ses trois projets éoliens offshore au large de la côte Est, des chantiers sur lesquels Engie est exposé à hauteur de 400 millions d'euros.

Autre sujet qui fâche, la Bourse. Le titre Engie a chuté de 2,5 % l'an dernier quand celui de l'espagnol Iberdrola, champion des renouvelables, progressait de 15 %. « L'action a baissé le jour de la dissolution (- 11,5 %), note Catherine MacGregor. Il y a un risque

France. Quand un parti (le RN) demande la suppression du régulateur de l'énergie, les gens s'interrogent sur la poursuite de la transition énergétique. » Côté gouvernance, en revanche, pas d'interrogation. « En septembre, le conseil a décidé de confier un nouveau mandat de quatre ans à Catherine, indique tout sourire Jean-Pierre Clamadieu. La bonne nouvelle, c'est qu'elle a accepté. »